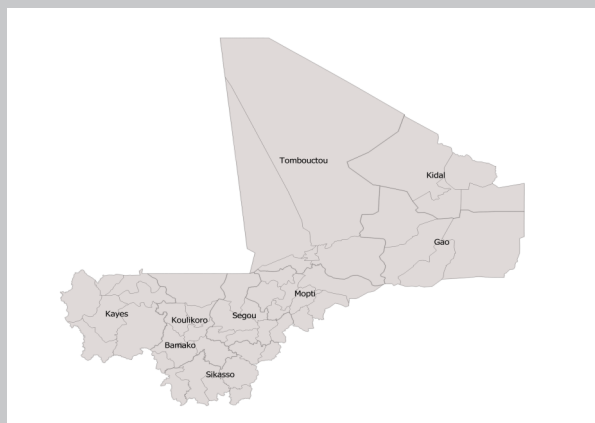


Hausse des prix des produits de première nécessité au Mali : causes et conséquences

MALI



Septembre 2021



**World Food
Programme**

1 INTRODUCTION

Depuis le mois de juin 2021, les prix de certaines denrées de première nécessité ont commencé à augmenter sur les marchés maliens comme dans plusieurs pays de l'Afrique de l'ouest. Les denrées principalement concernées sont celles alimentaires (huile, riz, lait, le poisson de mer et des produits alimentaires locaux comme la viande et les légumes). Cette hausse atypique de prix de ces produits affecte le panier de la ménagère et impacte négativement la consommation alimentaire des ménages urbains et ruraux notamment ceux qui sont les plus vulnérables.

Au Mali, l'analyse de prix à la consommation réalisée par l'INSAT, indique au cours du mois de juillet, une hausse de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de 0,5% en liaison avec la hausse du prix des céréales (2,7%), les tubercules et plantains (6,3%) et les huiles (4.7%). Au cours de ce mois, les prix des produits frais ont augmenté de 3,1%. En un an, les prix des produits frais ont haussé de 6,4%. L'évolution des prix à la consommation durant les trois (3) derniers mois indique des hausses plus importantes notamment pour les produits locaux. Ainsi, on a noté une hausse de 26% pour les tubercules et plantains, 17% pour les légumes frais en feuille, 17% pour l'huile, et 5% pour les fruits frais.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) les chiffres mondiaux de l'augmentation des prix des denrées alimentaires sont très inquiétants. L'Indice FAO s'est établi en moyenne à 127,1 points en mai 2021, soit 39,7% de plus qu'en mai 2020. Cette moyenne globale cache des hausses de prix bien plus élevées pour certaines denrées alimentaires.

Toujours selon la FAO, cette augmentation des prix alimentaires est la plus importante depuis 2011, année record et c'est en particulier la flambée des prix des huiles végétales, du sucre et des céréales qui en est à l'origine. Pour l'Afrique de l'Ouest, les prix des denrées alimentaires sont en augmentation dans toute la région, comparés à la moyenne des cinq dernières années que ce soit pour des denrées importées ou non. Les produits alimentaires locaux ont par exemple augmenté de près de 40% dans la région avec, dans certaines zones, des hausses de prix records, à plus de 200% dans les pays comme le Nigeria, le Benin, le Togo, le Ghana.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement malien a fixé des plafonds de prix pour certains produits grâce à une subvention qu'il accorderait aux différents acteurs du marché. Malgré ces mesures (exonération des taxes sur le riz et le lait, distribution gratuite de céréales et d'aliments bétails, renforcement du contrôle par les brigades de la Direction Générale du Commerce et de la Concurrence) annoncées par le gouvernement malien les prix n'ont pas été réduits par les commerçants et comme arguments, ils avancent le fait que le gouvernement n'honorerait pas ses engagements.

C'est dans ce contexte que le PAM a organisé une collecte de données selon la méthodologie mVAM dans l'optique de compléter les données secondaires qui existe sur la situation au Mali. Les données collectées seront analysées pour faire des recommandations par rapport à la situation.

2 DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Pour permettre de mieux comprendre cette hausse des prix des denrées de première nécessité sur le marché, les données secondaires existantes ont été complétées par la collecte de données primaires auprès des ménages et des commerçants dans les localités de Bamako, Mopti et Koulikoro en réalisant une collecte à distance à travers le MVAM.

2.1 CIBLES

Les cibles de cette collecte sont constituées de commerçants et des ménages

Les commerçants interrogés sont repartis entre les régions de Koulikoro, Mopti et le district de Bamako. La collecte a concerné au total 121 commerçants grossistes, semi-grossistes et détaillants :

Les commerçants détaillants, 17 à Bamako, 28 à Koulikoro et 29 à Mopti ;

Les commerçants Semi-grossistes, 12 à Bamako, 10 à Koulikoro et 18 à Mopti.

Les commerçants grossistes ils sont au nombre de 7 dont 2 à Bamako et 5 à Mopti.

Ménages : 321 ménages dans les trois localités ont participé à la collecte des données dont 308 chefs de ménages hommes et 13 femmes.

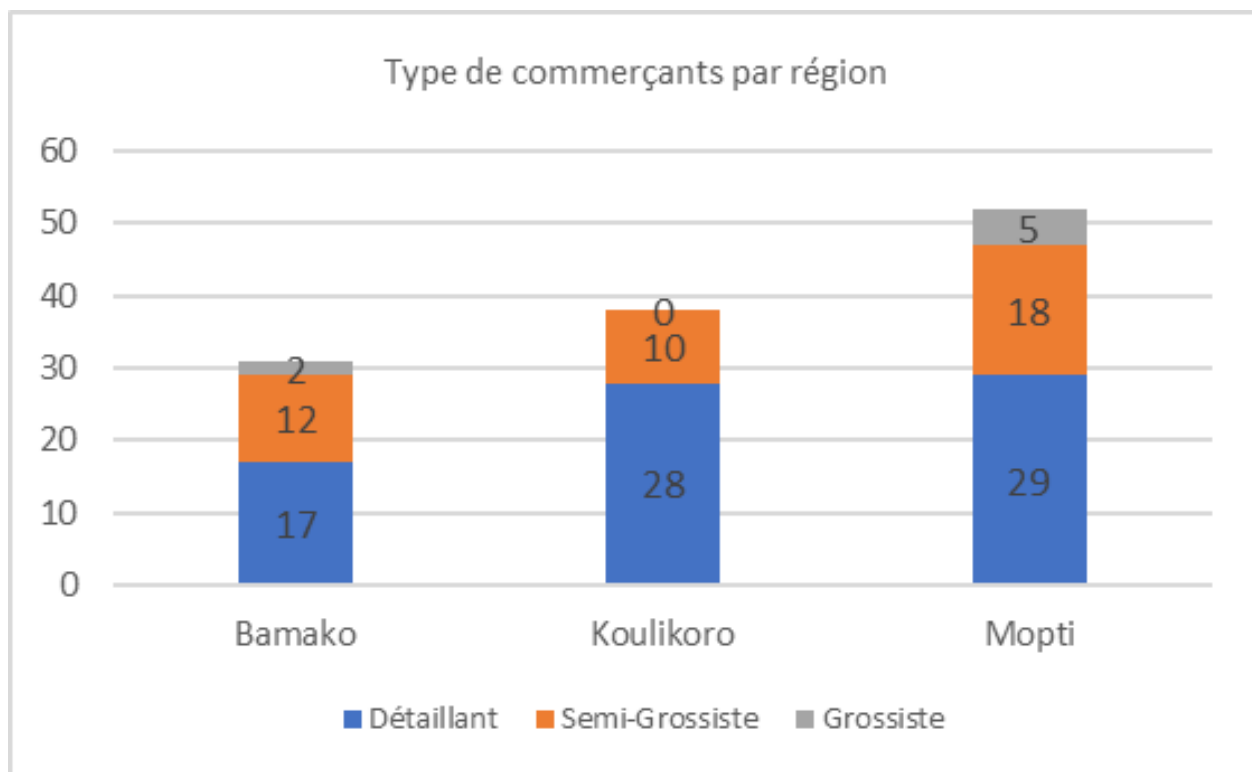


Figure N°1 : Répartition géographique des commerçants enquêtés

3 HAUSSE DES PRIX DES DENREES DE HAUTE NECESSITE SUR LES MARCHES : CONSTATS DES FAITS ET MECANISMES D'ADAPTATION

Le constat sur la hausse des produits alimentaires de première nécessité est fait aussi bien par les ménages et les commerçants. Cette situation a entraîné des baisses de vente selon les commerçants mais aussi la mise en place de mécanismes pour faire face à la hausse du coût du panier de ménage.

La proportion de ménages qui estime qu'il y a eu une augmentation est de 88% (une grande augmentation pour 46% et une légère augmentation pour 42% des répondants) confirment que les prix des produits ont augmenté en général et en particulier les produits alimentaires de première nécessité :

Céréales de base : Mil, Maïs, Sorgho

Autres céréales : Riz importé, Riz local

Légumineuse : Haricoté/niébé

Protéine animale : Poisson frais ou fumé et Viande

Huile Végétale

Autres produits alimentaires : Sel ; Lait ; Sucre ; Pâtes alimentaires (Couscous, Spaghetti) ; blé

L'augmentation des prix a eu comme conséquences la diminution des ventes pour 77% des commerçants (grande diminution pour 25% et une diminution légère pour 52%) d'une part et d'autre part les ménages ont dû adopter des stratégies pour pouvoir faire face à la hausse des prix et que ces stratégies sont entre-autre la diminution du nombre de plats par jours, la réduction de la fréquence d'achat, le recours à la dette ou la diminution des dépenses non alimentaires.

Pour faire face aux conséquences de la hausse de prix, les commerçants ont été obligé d'adopter des stratégies et parmi lesquelles :

- La réduction de la marge bénéficiaire
- Le changement de fournisseurs
- Le stockage des produits.

4 SYSTEME D'APPROVISIONNEMENT

Malgré l'existence de plusieurs facteurs qui ont une influence négative sur les prix des produits au marché, les commerçants pour plus de la majorité (94%) ont maintenu leur système d'approvisionnement traditionnel.

Les principales sources d'approvisionnement des commerçants sont :

- Achats avec les producteurs locaux
- Achats auprès des grossistes (sur place et dans d'autres villes urbaines)
- Importations

Selon les réponses 94% des commerçants maintiennent leur source d'approvisionnement. Seulement 6% ont changé de sources d'approvisionnement et cela soit à cause de l'insécurité (zones d'approvisionnement non accessibles), la rupture de stock du fournisseur traditionnel ou la hausse du prix chez le fournisseur traditionnel.

5 DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'APPROVISIONNEMENT

Bien que les commerçants maintiennent leur système d'approvisionnement, ils rencontrent cependant des difficultés qui sont :

- Difficulté de transport/ Mauvais état des routes
- Fermeture des frontières
- Insécurité
- la hausse des prix des produits
- mauvaise récolte
- Pas assez de produits sur le Marché/ rupture de stocks

Au regard des données de la collecte 89% des commerçants reconnaissent avoir rencontré des difficultés d'approvisionnement au cours de ces 3 derniers mois.

6 COMPARAISON DES NIVEAUX DES STOCKS

Tableau 1 : Evolution du niveau de stock par rapport à la normale

Evolution des stocks	Fréquence	Pourcentage
Forte hausse (sup+30%)	2	1.7%
Hausse (+10 à +29%)	18	14.9%
Stabilité (+10% à -10%)	34	28.1%
Baisse (-10% à -29%)	32	26.4%
Forte baisse (inf -30%)	34	28.1%
Total	121	100%

Tableau 2 : Evolution du niveau de stock par rapport à l'année passée à la même période

Evolution des stocks	Fréquence	Pourcentage
Forte hausse (sup+30%)	1	0.8%
Hausse (+10 à +29%)	18	14.9%
Stabilité (+10% à -10%)	31	25.6%
Baisse (-10% à -29%)	35	28.9%
Forte baisse (inf -30%)	35	28.9%
Total	121	100%

Les niveaux de stocks sont en baisse que ce soit par rapport à la normale ou par rapport à la même période l'année passée.

La baisse des niveaux de stocks confirme les difficultés liées à l'approvisionnement et se manifeste par la non-disponibilité des produits au niveau des marchés.

7 ANALYSE DE LA SITUATION : RAISONS DES HAUSSES DE PRIX DES DENREERS DE HAUTE NECESSITE

Pour le gouvernement, les commerçants et les ménages, les principales causes de la flambée des prix des denrées de première nécessité s'expliquent par des éléments :

- Des facteurs exogènes liés à la pandémie de la maladie à Corona virus (qui a sérieusement bouleversé le commerce ou l'économie mondiale) avec ses conséquences multiples et multiformes comme la fermeture des frontières mondiales, la baisse de l'offre et de la production mondiale des produits de base et la perte de revenus pour de nombreuses personnes notamment ceux du secteur informel ;
- Des facteurs endogènes : La transhumance des pasteurs pour la recherche de pâturage et d'eau pour les animaux, la fin des productions maraichères de contre saison et l'échec des négociations avec les commerçants, l'insécurité, la situation socio-politique difficile et la baisse importante de la production locale de maïs liée au boycott du coton.

7.1 FACTEURS EXOGENES

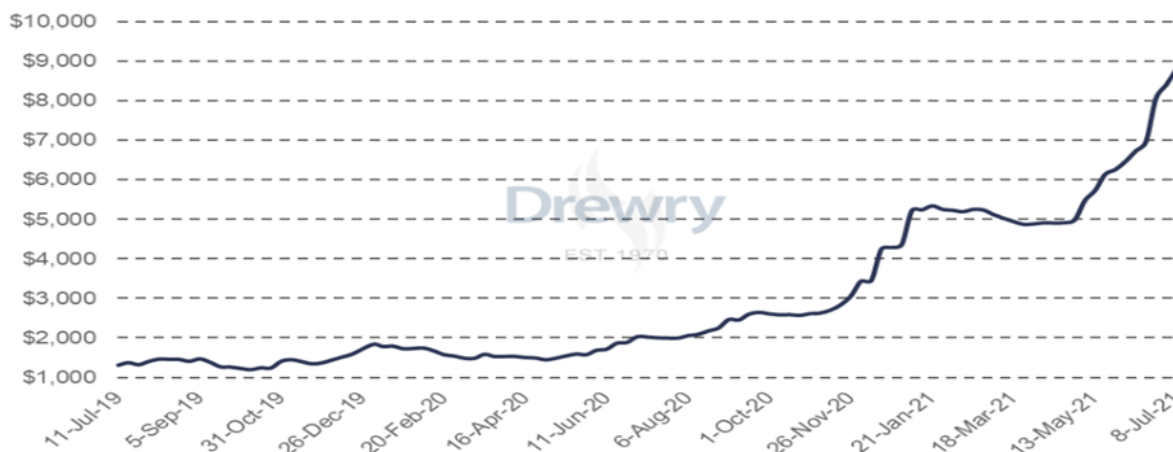
Les productions agricoles et industrielles au Mali ne couvrent pas tous les besoins alimentaires conduisant le pays dans une situation de forte dépendance des importations alimentaires. Le Mali importe 70 % des denrées de sa consommation alimentaire la rendant vulnérable aux crises au niveau mondial avec pour conséquence une hausse des prix sur les différents marchés. C'est ainsi que la pandémie de la COVID-19 et ses répercussions qui ont entraîné des perturbations au niveau mondial: hausse du coût du transport, baisse de l'offre mondial de certaines denrées, constitution de réserves stratégiques ont impactés les pays importateurs comme le Mali

7.1.1 LA PANDEMIE DE LA COVID 19 ET SES CONSEQUENCES

La pandémie de la COVID-19, en désorganisant les chaînes de production et de transports au niveau mondial s'est traduite par un net renchérissement des coûts de transports. Après des mois de paralysie, le trafic maritime à l'échelle internationale a subi les conséquences d'une reprise croissante de l'activité qui s'est soldée par le manque de places dans les conteneurs qui en plus des denrées alimentaires devaient aussi servir au transport des produits sanitaires et de matériel informatique pour face au télétravail; la surcharge des bateaux et la flambée des coûts du fret.

Ainsi, les taux de fret qui étaient quasi stationnaires, ont connu une hausse soutenue de juin 2020 à nos jours comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Figure N°2 : Évolution de l'indice "World Container Index" (Drewry)



Source: Observatoire Europe Afrique 2030

Le World Container Index est évalué à partir d'un ensemble de tarifs de fret de conteneurs sur 8 grands axes vers/ depuis les États-Unis, l'Europe et l'Asie, pour un conteneur standard de 40 pieds. Ainsi, L'indice Drewry "World Container Index" a été multiplié par 3 par rapport au niveau moyen de la période 2017/2019. Le coût du fret a connu une hausse vertigineuse en passant de 800 dollars US en Mars 2019 à 6500 USD en aout 2021 pour les routes maritimes Asie/Europe/USA/Afrique. Des hausses de prix pouvant être supportés par les pays occidentaux mais pas pour les économies africaines.

7.1.2 REPERCUSSION DES PLANS DE RELANCE ANTI-COVID 19

Une des causes exogènes de la hausse des prix des produits de première nécessité sur le marché malien est : « le plan de relance anti-Covid-19, adopté par la plupart des États du monde. Cela a pour conséquences : une augmentation vertigineuse de la demande mondiale des produits de base par rapport à l'offre.

Aux différents plans de relance économique, il convient d'ajouter la baisse de la production et la réduction des stocks mondiaux à cause des rétentions de stocks

L'augmentation de la demande mondiale de produits de base couplée au renchérissement du coût du fret maritime et de la logistique, et les perturbations sur l'axe Bamako-Dakar, ont contribué à augmenter significativement le court mondial de certains produits importés. Ainsi, les prix mondiaux de certaines denrées de première nécessité ont évolué comme suit entre décembre 2020 et juillet 2021 :

+ 20% pour la tonne de blé dont le prix est passé de 250 euros à 300 euros ;

+ 8% pour celui du sucre dont le prix est passé à 483 dollars la tonne ;

+ 6% pour le cout du riz indien qui est passé de 340 à 360 dollars la tonne.

7.2 FACTEURS ENDOGENES

En plus de la COVID-19 et de ses conséquences, plusieurs facteurs ont impacté négativement la disponibilité de certains produits alimentaires comme la viande, les légumes et le maïs.

7.2.1 LA BAISSÉ DE PRODUCTION LOCALE DE CÉREALES DANS CERTAINES ZONES DE PRODUCTION EN RAISON DES BAISSÉS DE SUPERFICIES EMBLAVÉES ET DE L'INSECURITÉ

L'analyse des données de production de la campagne agropastorale 2020-2021 indique une baisse de la production nationale de céréale de -2,1% entre 2020 et 2019. Cette baisse est imputable à la baisse de la production de maïs -11% et celle du riz de -5,7% entre 2019 et 2020 notamment dans les régions de Sikasso et Ségou (principales zones de production). La baisse de production de ces deux cultures sont consécutives à des baisses de leurs superficies emblavées.

Deux éléments expliquent la baisse des superficies de maïs à Sikasso, à savoir les difficultés d'acquisition des engrais mais autrefois accordés à crédit aux coton-culteurs et le retard dans le démarrage de la campagne et dans la mise en place des engrais.

Les hausses du prix du maïs sont aussi la conséquence de plusieurs nouveaux emplois (aliments volaille, production de bière, aliments poisson)

La baisse de production de ces deux céréales a été suivi par des hausses de leurs prix amorcées très tôt en janvier et février. Les prix moyens nationaux du maïs et du riz local avaient déjà dépassé au mois d'avril leur niveau de 2018, les niveaux les plus élevés des 5 dernières années: 2016-2020).

La production locale de céréales a connu également une baisse entre 2019 et 2020 dans la région de Mopti à cause des incidents sécuritaires. En effet, La multiplication des incidents sécuritaires s'est traduite par une réduction des surfaces cultivées par les producteurs mais aussi le fait qu'actuellement l'accès à certaines zones de production est devenu très difficile voire impossible par les commerçants et les transporteurs. L'analyse des images satellitaires de la zone de Mopti ont permis de constater que pour la campagne 2020-2021, 20% des localités de la région sont touchées par des diminutions de surfaces cultivées dont 12% par des diminutions importantes à moyennes et cette situation a affecté plus de 190 000 personnes.

7.2.2 ECHEC DES NEGOCIATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES COMMERCANTS DE VIANDE ET MANQUE DE CONTROLE SUR LES PRIX

Bien que le Mali soit un grand producteur de bovin, la hausse des prix des produits de première nécessité a touché aussi la viande. Cette situation est principalement la résultante de trois facteurs : les difficultés de négociations avec le syndicat des bouchers pour la fixation du prix du kilogramme de viande, la transhumance pour la recherche de pâturages et d'eau et enfin l'exportation des animaux embouchés vers d'autres pays malgré la subvention de l'aliment bétail qui leur ait accordée.

Le manque de contrôle de prix par les services gouvernementaux en charge du commerce est aussi avancé comme une raison. Pour les ménages enquêtés, si le gouvernement a pris des mesures pour baisser les prix des produits il doit aussi s'assurer de l'application de ces mesures. Aussi, pour ces derniers, les commerçants aussi manquent de volonté pour réduire les prix des denrées qui sont beaucoup consommées par les populations.

8 CONCLUSION

Des facteurs exogènes comme la COVID – 19 et ses conséquences et des facteurs internes telle que l'insécurité, la baisse de la production de certaines denrées et la situation socio – politique du Mali ont été mentionnés comme principales raisons de la hausse des prix selon les parties prenantes (Gouvernement, ménages et commerçants). Face à cette situation plusieurs mesures ont été prises par le gouvernement comme la négociation avec les syndicats de commerçants pour la fixation des prix, les exonérations des taxes sur certains produits et le renforcement des mécanismes de contrôles des prix.

La hausse des prix a comme conséquences pour les commerçants la baisse de la vente et l'adoption d'autres stratégies pour les ménages, il s'agit entre autres de la réduction du nombre de repas par jour, de la réduction des dépenses non alimentaire ou la diminution de la fréquence des achats. Les sources principales d'approvisionnement n'ont pas changé pour tous les commerçants.

Par rapport à la perspective de réduction des prix dans les semaines à venir, 30% des répondants au niveau des ménages et 28% des commerçants pensent qu'il y aura une réduction.

Source des données:

Les indices de prix de la FAO : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>

World-Container-Index-Drewry-160921.png (1078x678) (observatoire-europe-afrique-2030.org):

Bulletin Mensuel de suivi des Marchés Agricoles , mai, juin, juillet et août 2021

<https://www.maliweb.net/societe/hausse-des-prix-de-produits-de-premiere-necessite-le-mali-cobaye-des-causes-exogenes>



vam
food security analysis

